



16ème législature

Question N° : 18631	De Mme Véronique Louwagie (Non inscrit - Orne)	Question écrite
Ministère interrogé > Santé et prévention		Ministère attributaire > Santé et prévention
Rubrique > pharmacie et médicaments	Tête d'analyse > Situation des pharmacies en France	Analyse > Situation des pharmacies en France.
Question publiée au JO le : 11/06/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Véronique Louwagie attire l'attention de M. le ministre délégué auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, chargé de la santé et de la prévention sur la situation des pharmacies en France. La situation de grave pénurie de médicaments que nous connaissons actuellement met à rude épreuve les pharmacies d'officine. Depuis dix ans, leurs fermetures se multiplient. 276 est le nombre de pharmacies qui ont fermé en 2023, soit une fermeture par jour ouvré. Entre 3 % et 5 % de la population vit aujourd'hui dans des territoires considérés comme fragiles au regard de leur offre pharmaceutique. Les pharmaciens font face à un accroissement de leurs charges et au bouleversement de leur métier sans pour autant bénéficier de moyens supplémentaires et de formation. En ce sens, le 30 mai 2024, 90 à 95 % des officines ont fermé pour grève afin que les pouvoirs publics agissent. Une revalorisation d'un milliard d'euros supplémentaire par rapport à 2019 est plus que nécessaire pour sauver nos pharmacies de proximité en danger. Plus de 5 000 médicaments sont en rupture de stock dans l'hexagone. Épuisés par la gestion de ces pénuries et par la multiplication de leurs tâches, telle la vaccination, le TROD ou encore le test cystite, les pharmaciens nécessitent impérieusement une revalorisation des honoraires ainsi que des aides. Les conditions d'exercice des pharmaciens sont tenues d'être bonifiées. Dans de nombreuses régions, la rentabilité des officines se dégrade dangereusement, faisant peser un risque réel de déserts pharmaceutiques. Dans le même temps, les pharmaciens s'inquiètent d'une dérégulation du marché des médicaments et de « la vente en ligne de médicaments par des plateformes commerciales avec des stocks déportés ». Aussi, souhaite-t-elle connaître les intentions du Gouvernement afin de répondre aux attentes des pharmaciens et les soutenir dans cette période critique.